

Butare à 1h30 par la route de Gikongoro et on était surpris au bout de quelques kilomètres de trouver le FPR sur le bord de la route, tenant un point de contrôle.

(Q. de C. B. : Que vous n'aviez pas vu à l'aller ?)

Qui n'était pas présent à l'aller puisqu'il était encore sur les collines et peut être derrière les collines... A notre arrivée, ils combattaient les FAR. Quand nous sommes arrivés sur la route, ils étaient présents. Il a fallu parlementer assez fermement pour qu'ils nous laissent passer. Ils ont laissé passer le convoi en faisant le V de la victoire. Un autre groupe du FPR, qui a passé la colline au moment où le convoi passait, nous a tiré dessus. Nous n'avons eu ni mort, ni blessé, ni parmi les militaires français, ni parmi les évacués.

(Q. de C. B. : Avez-vous riposté ?)

Nous avons riposté immédiatement bien entendu et fermement.

(Q. de C. B. : Est-ce que vous croyez que votre riposte a causé des morts du côté du FPR ?)

Je pense. Oui. Sincèrement je pense. Ils étaient à 150, 200 mètres. Oui, je pense qu'il y a eu des dégâts.

(Q. de C. B. : Donc c'est le premier accrochage entre Français et FPR ?)

C'est le premier accrochage mais du fait du FPR. C'est lui qui a tiré. »

P : Christophe, à entendre ce récit du colonel Thibaut, on a l'impression que cet accrochage n'est pas fortuit. On pourrait même penser que le FPR l'avait planifié.

Direct avec Christophe Boisbouvier :

« Et pourtant, il semblait que le FPR avait accepté quelques heures plus tôt, par l'intermédiaire de la Minuar, un cessez le feu provisoire pour autoriser les Français à évacuer les réfugiés de Butare. C'est du moins ce que le général Dallaire avait dit aux Français... Une deuxième unité du FPR, juchée sur les collines en surplomb, commence à ce moment-là à tirer, si l'on en croit la version du colonel Thibaut, qui commande les bérets rouges français. Les parachutistes français ripostent. Mitrailleuses, grenades à fusil, fusils mitrailleurs bien entendu. Est-ce qu'il y a eu des morts côté FPR, on ne le sait pas pour l'instant... Ce qui est certain, c'est que voulu ou non, cet accrochage va être lourd de conséquences. »

Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR (Monique Mas) :

Diffusée à midi

Extrait diffusé :

« Il y a certains endroits où on est arrivé au bord de l'affrontement. Dans la région de Butare, nous pensons qu'il y a déjà dérapage de la part de la France par rapport aux différentes déclarations. Au début, il était question de faire des incursions à 25 km à partir du Zaïre. Maintenant, on est à plus de 150 km. Vous comprenez que tout cela sont des dérapages. Ce que nous demandons, c'est de ne pas interférer avec les actions militaires. »

P : ... Après ce premier accrochage, cette fameuse zone de sécurité humanitaire peut elle encore être mise en place ?

Suite du direct avec Christophe Boisbouvier :

«Ce sera encore plus difficile si on apprend que le FPR a perdu des hommes dans cet accrochage. D'autant qu'il avance très vite... Dans cette région, les forces gouvernementales ne semblent plus opposer de résistance sérieuse... »

- Journaux Afrique du 4 juillet 94 (1994 JAF 0185)

765/ Afrique midi (1994 JAF 0185 C)

P = Donaig Le Du

T = Les rebelles du FPR ont pris Kigali ce matin. L'information est désormais confirmée. Au même moment, on apprend que les militaires français ont reçu l'ordre de rester à Gikongoro dans le sud ouest du pays. Leur mission sera d'empêcher le FPR de prendre la ville ou de progresser au-delà vers l'ouest. L'objectif selon la France, c'est de garantir la zone de sécurité humanitaire dans le sud ouest du Rwanda.

Pap. de Monique Mas :

«Le FPR est en train d'assurer son contrôle sur la capitale. Il circule au centre ville, où nos confrères de Reuters ont pu entendre le commandant FPR Franck Mugambage exprimait sa joie devant la réalisation d'un vieux rêve, marcher dans les rues de Kigali... Le camp de gendarmerie de Kashiru (?), au nord ouest de la capitale, et le camp de la Garde présidentielle situé à l'est sont tombés cette nuit. C'étaient les principales positions conservées par les forces gouvernementales, qui ont déserté la capitale... Enfin, des sources concordantes confirment la prise de Butare par le FPR. »

Direct de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

«C'est ce que vient d'annoncer le colonel Rozier, l'officier français qui commande tout le dispositif français dans le sud ouest du Rwanda. Les Français ont reçu l'ordre de Paris de stopper l'avancée des rebelles devant Gikongoro. Gikongoro, c'est à 30 km à l'ouest de Butare... où 150 parachutistes des commandos de l'air français sont déployés depuis quelques jours et 300 légionnaires français pourraient arriver en renfort dans les heures qui viennent. Gikongoro, c'est aussi une des trois régions de la zone de protection humanitaire que voudraient créer les Français dans tout le sud ouest du Rwanda, Gikongoro, Cyangugu et Kibuye. C'est évidemment une annonce dissuasive. Les Français espèrent que cette déclaration suffira à convaincre les rebelles d'empêcher de progresser dans cette direction... Mais si jamais, cet

affrontement éclate, ce sera un tournant dans l'histoire de l'opération Turquoise, qui jusqu'à présent avait comme mission de ne faire que de l'humanitaire et de ne jamais entrer en contact avec les rebelles.

(Q. de D. le D. : La tension montait en fait depuis hier et depuis cet accrochage signalé par les Français avec le FPR près de Butare ?)

... C'était déjà une très forte montée de la tension dans la région et aujourd'hui elle est montée d'un cran après la déclaration française.

(Q. de D. le D. : Le FPR dément ce matin qu'il y ait eu accrochage avec les troupes françaises. Qu'est-ce qu'on en dit sur place ?)

Entre la déclaration des troupes françaises et celle du FPR, restent les témoignages des réfugiés qui étaient dans le convoi... J'ai recueilli le témoignage d'un prêtre... qui a d'ailleurs sauvé plusieurs Tutsi dans ses faux plafonds. Ce prêtre m'a confirmé l'existence de cette fusillade... »

Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR (Monique Mas) :

« Nous pensons que c'est une matérialisation des intentions toujours cachées de la France. Et à partir du moment où ils viennent s'interposer, cela ne revient plus à leur mandat et là je pense que c'est dangereux.

(Q. de M. M. : La création de zones humanitaires sûres, c'est-à-dire de zones de sécurité en fait, interdisait tout combat dans cette région, c'est-à-dire au-delà de Gikongoro ?)

C'est une idée qui a été lancée par la France mais qui n'est pas encore exploitée ni explorée au Conseil de sécurité. Mais maintenant comme d'habitude, ils vont imposer des solutions et des résolutions au Conseil de sécurité.

(Q. de M. M. : Les précédentes résolutions acceptées par le Conseil de sécurité donnaient le droit à la France de prendre toute mesure pour protéger les civils menacés dans les fameuses zones ?)

Nous considérons que les civils ne sont pas menacés dans ces zones mais tout simplement nous pensons que la réaction de la France s'explique dans la mesure où ils vont essayer de consolider les bases arrière de l'armée gouvernementale et des miliciens.

(Q. de M. M. : Pour sa part, est-ce que le FPR entend progresser du côté de Gikongoro ?)

Je vous dis que nous n'allons pas changer notre stratégie à cause de cette initiative française. Nous allons continuer nos objectifs militaires. »

766/ Afrique soir (1994 JAF 0185 D) - 4 juillet 1994

P = Yves Rocle

T = La chute de Kigali. Elle est ce soir contrôlée par le FPR. Dans le sud ouest du pays, les Français de l'opération Turquoise ont mis en place leur zone de sécurité. Ils ont reçu l'ordre aujourd'hui de tirer sur tout élément armé qui tenterait d'y entrer.

Itw de Pierre Mehu, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :

«Je peux vous confirmer que de larges portions de la ville sont entre les mains du FPR. Par exemple, le quartier général de l'armée rwandaise...l'hôtel des Mille Collines, l'église de la Sainte Famille...l'hôtel des Diplomates...

(Q. de M. M. : Est-ce qu'il reste des troupes gouvernementales dans la ville ?)

Nous ne croyons pas... Il y a quelques poches de résistance... En gros, les troupes gouvernementales ont fui Kigali. Il n'y a plus de duels d'artillerie à Kigali, il n'y a plus d'obus qui tombent n'importe où sur la population. »

P : Le président ougandais se félicite ce soir de la chute de Kigali. Il estime que la victoire du FPR mettra fin à la guerre au Rwanda et qu'une étape majeure en vue de la formation d'un nouveau gouvernement vient d'être franchie. Les rebelles ou ex-rebelles progressent vers le sud ouest et ils se sont emparés de Butare.

Apparemment, ils souhaitent poursuivre leur progression jusqu'à la frontière avec le Burundi et le Zaïre. Leur tâche risque pourtant de devenir plus difficile. Les Français de l'opération Turquoise ont en effet mis en place aujourd'hui leur fameuse zone de sécurité. Elle couvre grosso modo tout le sud ouest du Rwanda, jusqu'à une ligne qui irait de Kibuye à Gitarama...

Itw du colonel Thibaut, chef du détachement à Gikongoro (Christophe Boisbouvier) :

« Tout simplement, nous avons reçu l'ordre de rester à Gikongoro. Et on ne passe plus. C'est-à-dire que nous allons empêcher que ce soit d'emmerder les populations, pardon, de menacer les populations, qui que ce soit je dis bien, que ce soit les milices, les FAR, le FPR, voilà. Nous restons à Gikongoro.

(Q. de C. B. : Y compris par la force ?)

Avec les moyens que nous avons à l'heure actuelle plus des renforcements qui vont arriver bientôt. C'est toujours une opération humanitaire au sens sécuritaire. Si le FPR vient ici et menace les populations, nous tirons sur le FPR sans aucun problème. »

Direct avec Christophe Boisbouvier :

«C'est un dispositif en hérisson tout autour de Gikongoro... sur les collines qui environnent cette petite ville. Un dispositif fait de plusieurs postes d'observation...Les Français ont tracé une sorte de périmètre autour de la ville, un périmètre que le FPR ne devrait pas pouvoir approcher. Mais vous connaissez l'expérience des rebelles en matière de contournement, en matière d'infiltration. C'est vous dire combien aujourd'hui les Français sont sur le qui vive. 450 parachutistes et légionnaires dotés donc, outre ces quelques missiles, de lance-roquettes, de mitrailleuses, soutenus aussi par des hélicoptères. En face, plusieurs milliers de rebelles. On ne sait pas combien au juste, mais équipés au moins de mortier et de fusils d'assaut et rompus bien sûr au combat depuis bientôt trois mois. On peut dire

ce soir que tout est en place pour un éventuel affrontement. Maintenant reste à savoir s'il aura lieu.

(Q. d'Y. R. : L'objectif est bien d'empêcher les rebelles du FPR de pénétrer dans tout le sud ouest du Rwanda ?)

Oui. On vient de passer avec la décision française de l'humanitaire au sécuritaire en fait, du non engagement à l'interposition. Et c'est vraiment un changement de cap. Alors pourquoi ? Sans doute parce que les rebelles ne rencontrent plus de résistance devant eux et parce que les Français veulent éviter que les civils que nous voyons fuir sur les routes, ils sont des centaines de milliers de Hutu, des militaires aussi, et bien ne déboulent dans les pays voisins au Burundi, au Zaïre. Deux pays qui seraient déstabilisés par un tel afflux. La conséquence de ce choix maintenant, c'est évidemment que la France et le FPR sont des adversaires potentiels sur le terrain. La question est de savoir s'ils iront jusqu'à l'affrontement... La balle est dans le camp du FPR. Il a le choix entre une réponse militaire et une réponse politique. »

Itw de Jacques Bihozagara, membre du bureau politique du FPR (Monique Mas) :

Diffusée à midi. L'interview a été remontée.

Extrait diffusé :

« Nous pensons que c'est une matérialisation des intentions toujours cachées de la France. Et à partir du moment où ils viennent s'interposer, cela ne revient plus à leur mandat et là je pense que c'est dangereux.

Nous considérons que les civils ne sont pas menacés dans ces zones mais tout simplement nous pensons que la réaction de la France s'explique dans la mesure où ils vont essayer de consolider les bases arrière de l'armée gouvernementale et des miliciens.

Nous n'allons pas changer notre stratégie à cause de cette initiative française. Nous allons continuer nos objectifs militaires. »

P : Il estime par ailleurs que la zone humanitaire mise en place par Paris est d'ors et déjà vouée à l'échec. Quelques réactions après le nouveau tour pris par l'opération Turquoise. La Belgique annonce qu'elle préfère reporter momentanément le départ de son détachement médical qui était prévu pour aujourd'hui. Du côté des ONG, le comité français pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie au Rwanda et aussi Médecins du monde estiment ce soir, je cite, que la France protège les responsables des massacres... Le gouvernement intérimaire déclare qu'il n'a pas l'intention de s'exiler...

- Journaux Afrique du 5 juillet 94 (1994 JAF 0186)

767/ Afrique matin (1994 JAF 0186 A)

P = Assane Diop

T = Victoire du FPR sur Kigali et Butare. L'opposition armée poursuit son offensive vers l'ouest du pays. La France entend maintenir son projet de constituer dans cette zone une enclave humanitaire.

Itw de Pierre Mehu, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :

Diffusée la veille au soir

P : ...Les forces gouvernementales n'opposent quasiment plus de résistance dans le reste du Rwanda. Certains militaires ont même rejoint les colonnes de réfugiés civils pour s'abriter dans la zone de sécurité française. Alors qu'est-ce qui a précipité la défaite de l'armée rwandaise ? Et ce serait notamment le manque de munitions, a affirmé un officier de l'armée rwandaise...

Pap. de Monique Mas :

« La prise de Kigali revêt pour le FPR une charge symbolique considérable... Ce rêve s'est finalement réalisé au son du canon. Et pourtant le FPR avait cru qu'il en serait autrement lorsque ses premières troupes sont entrées à Kigali en décembre dernier... Pour le FPR, la chute de Kigali, c'est aussi celle d'un régime. Le politique revient donc à l'ordre du jour... »

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

« Ils sont 300 000 sur les routes de Gikongoro, civils et militaires mêlés. A pied, en vélo, en voiture, ils fuient le FPR. Parmi eux, quelques Tutsi qui ont de peu échappé aux massacres de Butare. Ils se sont réfugiés au Dallas Club (!) de Gikongoro. Devant le bâtiment, un groupe de miliciens se montrent menaçants. Casquettes, boucles d'oreille, le jean sous le treillis, ils refusent d'être désarmés par les parachutistes français. Après un quart d'heure de discussion, ils se laissent emmener à un poste de gendarmerie. Pendant ce temps, les Tutsi sont évacués. Le flot de réfugiés ne tarit pas... Une voiture passe, à contresens, un haut parleur sur le toit. C'est le préfet. Il appelle la population à ne plus fuir. Nous sommes sous la sauvegarde des Français, dit-il. Le soir tombe, la rumeur enfle. Les Français vont rester. Le flot s'arrête. Après Kigali et Butare, Gikongoro, beaucoup de réfugiés hutus veulent croire que c'est le terminus. »

Itw de l'amiral Lanxade, chef d'état major (Monique Mas) :

« Les combats se poursuivant vers l'ouest, nous assistons à la fuite de très grandes masses de réfugiés qui affluent vers la zone où les forces françaises conduisent leur action humanitaire. C'est ce qui nous a conduit à définir une zone humanitaire sûre et à en indiquer les dimensions, les limites au secrétaire général des Nations unies pour l'information du Conseil de sécurité et des différentes parties en cause. »

P : De son côté, François Léotard, en visite au Sénégal, a affirmé que la France refusera toute exaction dans la zone humanitaire. Si les forces franco-sénégalaises étaient attaquées, elles se défendraient, a averti le ministre français de la Défense. Le ministre français de l'Intérieur a, quant à lui, déclaré que la mission de l'opération Turquoise ne devait pas s'achever avant la fin du mois de juillet. Nous ne pouvons laisser des millions de gens menacés non seulement par la famine mais par la guerre tribale, a affirmé Charles Pasqua. Le président ougandais s'est pour sa part félicité de la victoire du FPR à Kigali... Après l'échec de son armée, le gouvernement intérimaire rwandais ne compte pas quitter le Rwanda. Il envisage de s'installer à Gisenyi, ville intégrée à la zone de sécurité française.

768/ Afrique midi (1994 JAF 0186 C) - 5 juillet 1994

P = Donaig Le Du

T = Les forces du FPR ne sont plus qu'à une dizaine de km de Gikongoro. Les Français ont tout préparé pour riposter à une éventuelle attaque. Mais il semble que le FPR ait stoppé sa progression. En visite en Afrique du sud, François Mitterrand affirme que la France n'est pas dans la guerre. Quant à Alain Juppé, il précise que l'opération Turquoise vise à empêcher quelques groupes que ce soit d'attaquer les réfugiés dans la zone de sécurité humanitaire du sud ouest du Rwanda.

Corr. de Pierre Benoit du Cap :

« ... Sur le dossier du Rwanda, deux jours d'entretien n'auront pas permis d'aplanir les divergences. Nelson Mandela salue le geste humanitaire de la France mais il continue de prôner une approche multilatérale de la crise. Pour le président sud-africain, c'est l'Oua et elle seule qui est le cadre approprié pour traiter ce dossier et c'est aussi aux grand pays de la région de se concerter pour calmer le jeu... »

Itw de François Mitterrand du Cap (Pierre Benoit) :

« La France n'entend pas mener d'action militaire au Rwanda contre qui ce soit. Le sort des Rwandais dépend des Rwandais. Le seul problème qui nous est posé, ça a été un cri d'indignation universel devant ce qui s'est produit au lendemain de la disparition du président du Rwanda. Universel. On a même voulu à un certain moment attribuer une certaine responsabilité à la France, alors que je vous ai dit que

la France n'a participé à aucun combat et que d'autre part, les accords militaires étaient de simple assistance. Elle n'entend pas changer de ligne. Le FPR n'est pas notre adversaire. Nous ne cherchons pas à retenir son éventuel succès. Nous disons simplement : Il faut bien qu'il y ait quelque part un endroit où des gens en péril puissent trouver secours. Nous tendons une main secourable. Là s'arrête notre action. Et nous sommes au regret de constater que les organisations internationales n'ont pas déjà mis en place le dispositif qui permettrait de ne pas laisser supporter cette charge par la France seule. »

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères :

« Quelque ce soit les forces qui s'attaqueraient aux camps de réfugiés que nous avons mis en sécurité, nous ne laisserons pas faire. Peut-on imaginer que les troupes françaises de l'opération Turquoise, qui sont dans une zone bien connue, laissent massacrer sous leurs yeux des hommes et des enfants ? Non... »

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

« ... Aujourd'hui, le FPR ne serait plus qu'à 10 km de Gikongoro... Le FPR attaque là où on ne l'attend pas. Du coup, les Français se sont postés sur tous les axes... avec mortier, blinders légers et missiles anti-char à caméra infrarouge pour les tirs de nuit. Le FPR aime progresser à la faveur de l'obscurité. Les rebelles vont-ils attaquer ? Certains pensent ici qu'ils étofferont leurs lignes avant de lancer une éventuelle offensive sur les quelques 500 parachutistes et légionnaires français. D'autres estiment qu'ils ont plutôt intérêt à attaquer au nord-ouest dans le fief du gouvernement intérimaire, là où les Français sont absents... »

Itw d'un officier des FAR (Christophe Boisbouvier) :

« Le FPR n'a pas de force plus que nous mais le problème en est qu'il y a un embargo qu'on a pris contre le gouvernement rwandais. En fait, il nous manque des munitions.

(Q. de C. B. : Vous êtes content que les Français restent ici ?)

Très content, très content... Et les militaires et la population... Vous avez des moyens, vous avez des munitions, vous. Nous, nous n'en avons pas. Ce qui nous manque, ce sont des moyens. Si vous avez des munitions, vous, vous pouvez repousser le FPR. Nous, si nous n'avions des munitions, il n'y aurait pas de problème. Les Rwandais sont forts. Ils sont capables de combattre. »

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha (Ghislaine Dupont) :

« ... Mais depuis hier, la France a surpris le monde entier et montre sa véritable motivation, la protection des massacreurs, des assassins coalisés au sein du gouvernement fantoche... Il faudrait que ceci se passe sans que ce soit un fait accompli, qui doit être cautionné par le secrétaire général des Nations unies. Cette zone ne peut être acceptable que dans la mesure où la résolution 918 et la résolution

925 sont acceptées, c'est-à-dire que la Minuar 2 devrait absolument être sur le terrain au Rwanda et que les troupes françaises puissent partir le plus rapidement. »

Invité : François Léotard, ministre français de la Défense, à Dakar.

Itw de François Léotard, ministre français de la Défense (Nicolas Baliqie) :

«...Aujourd'hui, ces résultats militaires qu'obtient le FPR poussent devant lui des centaines de milliers de réfugiés. Nous disons, pour éviter qu'ils ne soient massacrés, nous disons qu'au-delà d'une certaine limite, ces réfugiés doivent être protégés... Nos forces sont là, avec les moyens qui sont les leurs, pour, encore une fois, faire respecter une certaine conception de la dignité de l'homme...

(Q. de N. B. : Donc ce n'est pas un changement de tactique auquel on a assisté aujourd'hui ?)

En aucune manière... Nous étions en train de sauver des enfants quand ces coups ont été tirés. Quelle est la signification d'un geste de cette nature ?... Ca n'a pas beaucoup de sens... »

- Journaux Afrique du 6 juillet 94 (1994 JAF 0187)

769/ Afrique matin (1994 JAF 0187 A)

P = Assane Diop

T = Le FPR qui renonce à son avancée vers le sud ouest du Rwanda. La France elle dispose de la zone de sécurité humanitaire et reconnaît par la voix de François Mitterrand le FP. Le FPR qui annonce la constitution d'un gouvernement élargi.

Pap. de Muriel Pomponne :

«Les forces du FPR ne chercheront pas l'affrontement avec les forces françaises, a déclaré Paul Kagame, ajoutant qu'il était prêt à discuter de la création de zones de protection des civils. C'est la façon dont l'affaire a été menée qui soulève des questions, a encore déclaré le chef militaire de la rébellion, indiquant qu'il ne comprenait pas les menaces d'usage de la France contre le FPR... L'ennemi clairement désigné, ce sont les FAR...Maintenant qu'il a conquis les 2/3 du territoire, qu'il est maître de Kigali, le FPR envisage de proclamer un cessez le feu. Nous ne voulons pas prendre la totalité du pays, nous n'en avons pas besoin, a souligné le chef du FPR. Paul Kagame, qui considère maintenant que les autres sont les rebelles, a annoncé la formation prochaine d'un gouvernement d'unité nationale à base élargie dans la ligne des accords d'Arusha. Le FPR va partager le pouvoir avec les forces politiques non responsables du génocide, a-t-il précisé, et formera même une armée nationale. »

Itw de Faustin Twagiramungu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha (Ghislaine Dupont) :

« Il ne serait pas question de renégocier ces accords. La majorité silencieuse que nous représentons, nous, c'est-à-dire les forces démocratiques du changement, voudrait que ces accords puissent être mis en application parce qu'ils constituent le seul partage du pouvoir acceptable... »

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

« Il reste au moins deux grandes questions. Premièrement, que va devenir cette région du sud ouest sous protection française ? Beaucoup de Hutu qui ont afflué dans cette zone voudraient qu'elle soit séparée du reste du pays, pour devenir une sorte de Hutuland. Mais le FPR ne veut pas entendre parler de partition...
Deuxièmement, que va devenir la région nord ouest, toujours sous le contrôle du gouvernement intérimaire ? Nul doute que le FPR concentre désormais ses forces sur cette région de Gisenyi et de Ruhengeri, dernier bastion des FAR... Il y a deux semaines, les Français étaient arrivés au Rwanda, avec sans doute une arrière pensée, empêcher la victoire totale du FPR. Ils n'ont pu l'éviter. De ce point de vue, c'est un échec. Du moins reviennent-ils sur la scène politique rwandaise comme des acteurs incontournables. »

P : ... Le secrétaire général de l'Onu qui a réaffirmé son soutien à la zone de sécurité établie par la France dans le sud ouest du Rwanda...

770/ Afrique midi (1994 JAF 0187 C) - 6 juillet 1994

P = Donaig Le Du

T = Le FPR formera bientôt un gouvernement d'union nationale. C'est Faustin Twagiramungu qui devrait prendre la tête de ce gouvernement.

Pap. de Ghislaine Dupont :

«...Les accords d'Arusha...avaient désigné Faustin Twagiramungu, un Hutu modéré au poste de Premier ministre... Aujourd'hui la donne a évidemment changé. Le FPR, qui est en position de force après sa prise de Kigali, pourrait donc négocier une autre répartition du pouvoir... »

P : ... La capitale rwandaise tente de retrouver un semblant de normalité.

Itw de Pierre Mehu, porte-parole de la Minuar (Ghislaine Dupont) :

«Les combats ont pris fin...La ville est pratiquement vide. Il y a des barrages. On est arrêté par des soldats du FP. Ils sont assez débonnaires...

(Q. de G. D. : Est-ce Kigali donne l'impression d'une ville libérée ?)

Oui mais sans allégresse, sans joie.

(Q. de G. D. : Est-ce que maintenant la Minuar va rechercher éventuellement des personnes qui seraient encore cachées dans des plafonds, dans des maisons ?)

Absolument... On va recevoir 210 casques bleus ghanéens. On va patrouiller de manière systématique pour retrouver certaines personnes qui sont cachées...qui peut être ne savent pas que la guerre est finie. »

Corr. de Christophe Boisbouvier au Rwanda :

Diffusée le matin

Itw de Valéry Giscard d'Estaing (TF1) :

«...On avait pris un engagement tout à fait précis, de ne pas servir de force d'interposition entre les deux camps et surtout de ne pas aller en profondeur dans le territoire rwandais...On est allé trop loin... Il y a des Tutsi qui avancent. Est-ce que on va s'opposer à leur avance ? J'ai entendu le colonel qui commande dire « S'ils avancent, on tirera sur eux ». Tirer sur qui et de quel droit ?...Nos forces doivent être sur la frontière et non dans le pays... »

771/ Afrique soir (1994 JAF 0187 D) - 6 juillet 1994

P = Yves Rocle

T = Faustin Twagiramungu sera le Premier ministre rwandais conformément aux accords d'Arusha. Les extrémistes hutus seront toutefois écartés de la nouvelle équipe. Sur le terrain, la France continue son opération Turquoise mais elle souhaite une relève rapide des Nations unies.

Itw de Faustin Twagiramungu, futur Premier ministre (Anne-Marie Mouradian) :

«...Nous ne pouvons pas nous écarter de l'esprit de l'accord de paix... Il faut que ce gouvernement puisse être représentatif...

(Q. d'A.-M. M. : Il y aura des exclus ?)

Le CDR ne devrait pas participer à ce gouvernement... Par contre, le parti MRND devait participer à ce gouvernement de transition mais étant donné que ce parti a été défaillant...nous pensons qu'il sera tout simplement exclu. »

Pap. de Ghislaine Dupont :

«... Le FPR sait qu'il ne peut pas diriger le pays sans rassembler le camp majoritaire des Hutu. La porte devrait donc rester ouverte à ceux qui se sont désolidarisés des massacres. Plusieurs personnalités de l'ancien régime tout comme certains haut gradés de l'armée l'ont fait dès les premières heures du génocide... »

P : La Belgique se dit prête à discuter avec le gouvernement Twagiramungu... Le FPR annonce la réouverture de l'aéroport de Kigali demain... Le FPR n'a pas pris le même engagement en ce qui concerne la zone nord ouest... Quelle serait l'attitude des militaires français si le FPR attaquait ce secteur ?

Itw du général Germanos, chef d'état major adjoint (Christophe Boisbouvier) :

«... Nous pensons que le nord ouest est un pays où des forces existent et puis nous ne sommes pas venus faire de l'interposition.

(Q. de C. B. : Ferez-vous des opérations ponctuelles néanmoins pour faire de l'humanitaire si jamais ça s'aggrave dans le nord ouest ?)

Là où il y aura des massacres avérés, il est probable que nous aurons, nous ou les forces des Nations unies, à intervenir... »

- Journaux Afrique du 7 juillet 94 (1994 JAF 0188)

772/ Afrique matin (1994 JAF 0188 A)

P = Pascal Gauthier

T = Une solution politique se dessine au Rwanda alors qu'on enregistre une nette accalmie dans les combats. Faustin Twagiramungu a accepté de former un gouvernement d'union nationale à la demande du FPR.

Pap. de Ghislaine Dupont :

«Des ajustements aux accords d'Arusha étaient prévisibles... Reste à savoir si ce scénario qui ouvre la voie à la réconciliation pourra se réaliser dans les semaines qui viennent et surtout s'il sera capable de faire taire la haine des extrémistes. »

P : ... Le président en exercice du Conseil de sécurité annonce que si l'intention du FPR de former une équipe élargie se confirme, et bien le Conseil soutiendrait ce gouvernement...

Itw de François Léotard, ministre français de la Défense (Jean Frédéric Saumont) :
« Nous aurons fait l'essentiel du travail. Le travail militaire, il a été fait. La zone est globalement sécurisée. Nous protégeons les populations civiles mais nous ne sommes pas équipés, ni là pour ça d'ailleurs, pour permettre aux gens de manger, de s'habiller. Il faut maintenant que les ONG puissent prendre le relais. Voilà l'appel que nous lançons... On ne peut pas assister à ce qui a été le début d'un génocide sans exprimer et physiquement, matériellement... une forme de solidarité et de fraternité avec l'Afrique... »

773/ Afrique midi (1994 JAF 0188 C) - 7 juillet 1994

P = Donaig Le Du

P : Faustin Twagiramungu a l'intention de rentrer à Kigali pour installer son gouvernement la semaine prochaine... Ce matin, 61 militaires sénégalais ont quitté Dakar pour rejoindre les troupes françaises. Au Sénégal, on affirme que la semaine prochaine le détachement sénégalais sera au complet avec 240 hommes. Pour sa part, le Congo va engager 40 soldats dans l'opération Turquoise...

Corr. d'Anne Lenir de Rome :

« Cette fois-ci le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Martino, semble sûr de lui. Il confirme le départ imminent d'une mission humanitaire chargée de construire un camp d'accueil et un centre de soin pour les réfugiés et les victimes de la guerre civile au Rwanda et accompagnée d'un petit contingent militaire... Le FPR très intéressé, souligne Antonio Martino, par une intervention humanitaire dans les régions sous son contrôle, qui puisse équilibrer l'intervention française, dont l'appui est presque exclusivement destiné aux Hutu. Fort prudente donc, l'Italie semble renoncer à toute opération plus risquée qu'une simple intervention humanitaire. »

P : Le ministre français de la Défense accusait hier les organisations humanitaires de traîner les pieds et de tarder à rejoindre les soldats français dans la zone de sécurité du sud ouest du Rwanda.

Itw de Bernard Granjon, président de Médecins du monde (Muriel Pomponne) :

« Nous ne sommes pas dans la zone humanitaire pour une raison très simple que nous y étions et que les troupes gouvernementales, mécontentes de notre position qui était d'être contre l'intervention française, les autorités gouvernementales rwandaises nous ont priés de quitter l'endroit. »

(Q. de M. P. : Est-ce que maintenant vous êtes prêt à y retourner ?)

Nous sommes prêts à y retourner mais pas forcément avec l'armée française. Nous ne voulons pas servir de caution à une entreprise que, globalement, nous réprouvons, même si elle a des aspects humanitaires que je ne conteste pas.

(Q. de M. P. : Alors vous allez y aller ou pas ?)

A l'invitation de M. Léotard pour aujourd'hui, la réponse est non.

(Q. de M. P. : Vous y retourneriez éventuellement quand les Français seront partis ?)

Absolument, oui.

(Q. de M. P. : Vous y retourneriez s'il y avait un contingent des Nations unies ?)

Tout à fait, oui. »

774/ Afrique soir (1994 JAF 0188 D) - 7 juillet 1994

P = Edmond Sadaka

T = Il y a trois mois, jour pour jour, le début des massacres au Rwanda. Le Premier ministre désigné annonce son intention de rentrer à Kigali pour installer son gouvernement la semaine prochaine.

P : ... La Minuar a pu pour la première fois depuis un mois faire atterrir un avion à Kigali. A son bord, 50 casques bleus ghanéens...

Corr. d'Anne Lenir de Rome :

Diffusée à midi

Pap. de Chantal Lohro :

«Le capitaine Paul Baril avait créé la surprise le 28 juin en présentant à un journaliste du Monde puis à la télévision un objet métallique rivé à un fragment de carlingue d'avion, objet qu'il affirmait être l'enregistreur de vol du Falcon 50 abattu au dessus de Kigali le 6 avril. Faux, ont depuis déclaré les techniciens de Dassault Aviation... Il ne s'agissait pas de la boîte noire de l'appareil mais sans doute d'un coupleur d'antenne, qui ne peut en aucun cas apporter la moindre information sur les circonstances de l'attentat. Retour donc à la case départ et à la version officielle, à savoir, la fameuse boîte noire n'a pas été retrouvée dans les débris de l'avion, il n'est même pas sûr que l'avion en ait été équipé... »

- Journaux Afrique du 8 juillet 94 (1994 JAF 0189)

775/ Afrique matin (1994 JAF 0189 A)

P = Pascal Gauthier

T = Un demi million de personnes se sont déjà réfugiées dans la zone de sécurité du sud ouest du Rwanda. Le responsable du volet humanitaire de l'opération Turquoise parle de catastrophe humanitaire colossale dans les jours à venir.

P : ...Gérard Larome, responsable du volet humanitaire de l'opération Turquoise, invite les ONG à se mobiliser au lieu de perdre leur temps en missions d'évaluation. Les effectifs de l'opération Turquoise continuent d'augmenter. Le Sénégal a dépêché hier un nouveau contingent de 61 militaires. Au cours de la cérémonie de départ, le chef d'état major de l'armée, le général Mahamadou Keita, s'est dit par ailleurs favorable à la constitution d'une force d'action rapide africaine, comme l'avait suggéré François Léotard.

Itw du général Mahamadou Keita, chef d'état major de l'armée sénégalaise (Nicolas Balique) :

« C'est une idée absolument pertinente... »

P : ... L'émissaire des Nations unies et le patron de la Minuar tentent actuellement de favoriser un cessez le feu... Enfin, Faustin Twagiramungu a demandé à la France de retirer ses troupes à la fin juillet comme cela a été annoncé.

776/ Afrique midi (1994 JAF 0189 B) - 8 juillet 1994

P = Donaig Le Du

T = Une catastrophe humanitaire colossale se prépare au Rwanda. C'est le cri d'alarme lancé par la France qui demande à ses partenaires de l'aider à nourrir les centaines de milliers de réfugiés placés sous sa protection dans le sud ouest du pays.

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères (RTL) :

« Nous avons fait un effort considérable pour acheminer des tonnes de vivres chaque jour. Mais dans la zone où nous sommes, nous estimons à 900 000 le nombre des réfugiés... Il faut savoir qu'avant ces événements, on estimait la population du Rwanda à 6 millions et demi d'habitants. Le nombre de victimes est estimé entre 500 et 600 000, 700 000 réfugiés dans les pays voisins. Il n'y a plus que 5 millions

d'habitants au Rwanda, dont une grande partie dans la zone humanitaire sûre. Aujourd'hui, les choses se sont stabilisées. Il n'est pas exclu que grâce aux contacts qui ont été pris entre le commandement de Turquoise, le commandement de la Minuar et le commandement du FPR, les Hutu modérés, on aille vers un cessez le feu, qui est la condition de l'action humanitaire. Et évidemment puisque c'est l'objectif de la France depuis le départ, une solution politique, c'est-à-dire le retour à ce qu'on a appelé le processus d'Arusha. Dans ce pays, on ne pourra trouver la stabilité que s'il y a réconciliation et partage du pouvoir... »

Itw de Daniel Augsburguer du CICR (Ghislaine Dupont) :

« ... Il est tout à fait vraisemblable que d'ici ces prochains jours le chiffre d'un demi million puisse être articulé pour cette zone, notamment dans la région de Gikongoro... »

(Q. de G. D. : Est-ce que l'on peut s'attendre, comme le disent les responsables de cette cellule humanitaire, à environ 850 000 déplacés qui arriveraient en plus dans cette zone ?)

« ... Maintenant savoir dans quelle direction les populations déplacées vont-elles se diriger. Est-ce que c'est plutôt vers Kibuye ou plutôt en direction de cette zone protégée, à ce stade on l'ignore. Il est évident que l'augmentation du nombre de personnes déplacées à assister de toute urgence va augmenter de manière même tragique, surtout dans la mesure où très, très peu d'organismes sont présents dans cette zone aujourd'hui. »

Invité : le cardinal Roger Etchegaray, président du conseil pontifical « Justice et paix ».

Itw du cardinal Roger Etchegaray (Geneviève Delrue) :

« Cette église, elle est désarticulée, décapitée par l'assassinat de trois évêques. Trois évêques, ça fait le tiers de l'épiscopat rwandais. Il y a au moins 100 prêtres qui ont été assassinés et combien de religieux et de religieuses... »

(Q. de G. D. : Pensez-vous que ce soit un échec de l'évangélisation ?)

« On ne peut pas dire cela comme ça... Il faut se rappeler que l'évangélisation au Rwanda est récente. La toute première église du pays est de 1900. Les premiers baptêmes au Rwanda datent de 1903. Donc une évangélisation toute fraîche, qui s'est développée rapidement, peut être trop rapidement. On ne peut pas parler d'échec... »

777/ Afrique soir (1994 JAF 0189 C) - 8 juillet 1994

P = Edmond Sadaka

T = Le Premier ministre français, Edouard Balladur, s'adressera lundi prochain au Conseil de sécurité à propos du Rwanda...

P : ... Une telle démarche de la part d'un Premier ministre est plutôt rare...

Pap. de Ghislaine Dupont :

« Effectivement, Paris qui souhaite que l'Onu prenne le relais de l'opération Turquoise craint apparemment que la relève ne puisse se faire à temps... Paris ne veut pas semble-t-il se retrouver à jouer plus longtemps les cavaliers seuls. Or, pour l'instant, personne ne se bouscule pour envoyer des contingents renforcés les maigres effectifs de la Minuar... Les Nations unies sont aujourd'hui dans l'incapacité de remplacer les Français déployés dans le sud ouest du Rwanda. Edouard Balladur va tenter à New York de mobiliser la communauté internationale. Le Premier ministre français devrait également demander aux Nations unies de prendre le relais sur le plan humanitaire. »

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères (RTL) :
Diffusée à midi

Itw de Jean-Louis Machuron de Pharmaciens sans frontière :

« Toutes les ONG sont bien évidemment d'accord pour travailler. On n'a jamais dit qu'on voulait travailler que d'un côté... Il est clair qu'il y a pas mal de miliciens qui sont là et il est hors de question de ne pas constituer un tribunal international. Il est temps de sécuriser les personnes, de reprendre, ce qu'on a demandé, que des contacts diplomatiques plus élaborés et à haut niveau soient pris avec le FPR... »

P : Les affrontements sur le terrain ont tout de même eu lieu aujourd'hui. Des affrontements importants apparemment qui ont opposé soldats gouvernementaux à des combattants du FPR et cela à 2 ou 3 km des positions françaises, protégeant le secteur nord de la zone de sécurité dans le sud ouest du pays.

Invité : Christophe Boisbouvier, qui rentre tout juste du Rwanda.

Itw de Christophe Boisbouvier (Pierre Benoit) :

« Il y a de grands déplacements de population en effet... Des réfugiés hutus qui ont d'abord fui Kigali et ensuite Gitarama, maintenant Butare et qui ne cessent d'avancer

vers le sud ouest. La plupart sont des civils qui fuient comme ils peuvent... C'est dans le plus grand désordre.

(Q. de P. B. : Quels sont les besoins aujourd'hui sur place ?)

Besoins alimentaires, besoins sanitaires... Une ONG, Caritas, était sur place. Je ne sais pas si elle y est encore.

(Q. de P. B. : Les forces françaises arrivent à aider à nourrir, à apporter un peu de réconfort ?)

Non, les forces françaises sont là pour protéger ces zones de l'arrivée éventuelle du FPR ou d'autres forces armées. Mais elles ne sont pas là pour apporter des vivres puisque ce n'est pas leur travail.

(Q. de P. B. : Donc les ONG n'y sont pas. Pourquoi hésitent-elles à se déplacer dans cette région ?)

Pour deux raisons. D'abord parce que beaucoup d'ONG répugnent à aller dans le sillage de forces françaises qu'elles soupçonnent d'être là pour des raisons aussi politiques qu'humanitaires. Seconde raison parce qu'il faut bien le dire, parmi ces réfugiés hutus se trouvent sans doute un certain nombre de responsables des massacres de Tutsi du mois d'avril et du mois de mai et que cette mauvaise réputation qui colle aux Hutu n'encourage pas les ONG à venir les aider. Il y a là, c'est évident, une grande ambiguïté.

(Q. de P. B. : Donc un problème moral et politique pour ces ONG ? Est-ce qu'il y a comme on pourrait le croire des gens qui ont du sang sur les mains parmi eux ?)

Prenons deux exemples précis en deux endroits différents. A Kibuye, dans le centre ouest du pays, il y a plusieurs témoignages accablants de survivants tutsis, notamment ces fameux Tutsi de la montagne, qui ont survécu pendant deux mois à plusieurs chasses à l'homme, sur la responsabilité du préfet de Kibuye dans les massacres de Tutsi dans les églises de sa région. A Mobuga par exemple et dans l'église la plus proche de la préfecture de Kibuye, à 500 mètres à peine de la préfecture, il n'y a plus aucune trace visible des massacres de Tutsi qui ont eu lieu dans cette église mais quand vous y entrez, vous êtes saisi par une odeur de cadavre qui a imprégné les bancs en bois et quand vous allez derrière cette église, vous voyez un terrain meuble avec des herbes folles qui poussent dessus, c'est un charnier constitué deux mois plus tôt. Ça c'est le premier exemple précis mais vous en avez un second. C'est plus au sud à Gikongoro. C'était il y a quelques jours à peine. Quand les Français sont arrivés sur place, ils sont tombés à un carrefour sur un groupe de miliciens. Et ces miliciens portaient sur eux, pour deux d'entre eux, des gilets pare-balles de l'armée belge. Les légionnaires et parachutistes français qui se sont approchés d'eux se sont demandés si ce n'était pas les fameux gilets pare-balles des dix casques bleus belges massacrés le 7 avril dernier dans un stade de Kigali. Et à ce moment-là, les soldats ont voulu les désarmer. Refus des miliciens. Négociation pendant un quart d'heure au terme duquel les miliciens ont accepté de monter dans un camion avec leur arme. Destination une gendarmerie. Ils ont été arrêtés, combien de temps on ne sait pas. Ceci prouve qu'il y a donc parmi les réfugiés qui fuient Kigali, Butare, des responsables de massacres comme ces miliciens. Ceci montre aussi que les Français essayent de les arrêter, que ce n'est pas facile et que la situation reste très, très instable. »

- Journaux Afrique du 9 juillet 94 (1994 JAF 0190)

778/ Afrique matin (1994 JAF 0190 A)

P = Philippe Leymarie

T = La France appelle à nouveau à une mobilisation internationale rapide et tente d'inciter les organisations humanitaires à intervenir dans sa zone de sécurité.

Pap. de Ghislaine Dupont :

Diffusé la veille au soir

Itw de Michel Brugière, directeur général de Médecins du monde (Jean François Arnaud) :

« Ces gens ont besoin d'aide humanitaire mais il est pour nous inconcevable qu'un processus de négociation de paix associe autour d'une table des assassins... Que la France prouve toute sa détermination à ce qu'un tribunal soit mis en place, que ces gens là soient jugés.

(Q. de J.F. A. : Et vous, vous êtes prêts à aller secourir ces gens-là ?)

Non, nous ne sommes pas prêts. Nous, nous sommes prêts à soutenir des victimes mais sûrement pas des assassins... »

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Pour le moment, le FPR assure son contrôle sur Kigali et poursuit sa progression à l'ouest en direction de Kibuye et Gikongoro. Le nouveau représentant de l'Onu, Shaharyar Khan, est attendu ce samedi à Gisenyi, où il doit rencontrer la partie gouvernementale et notamment son chef d'état major, le général Augustin Bizimungu. Shaharyar Khan s'est déjà entretenu il y a quelques jours avec le chef militaire du FPR, le général Paul Kagame. Au menu bien sûr le cessez le feu annoncé par le FPR. Selon l'Onu, des négociations de très haut niveau se poursuivent par son intermédiaire entre les deux armées. »

779/ Afrique midi (1994 JAF 0190 B) - 9 juillet 1994

P = Pascal Gauthier

T = Du sommet du G7 à l'Onu, la France va demander que des casques bleus et des ONG viennent la relayer sur le terrain. A Kigali, la vie reprend peu à peu.

P : Décidément, la France ne veut pas rester seule au Rwanda...

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« En dehors des zones de bataille, autour des anciens camps gouvernementaux notamment, Kigali ne porte pas vraiment les stigmates de la guerre... Mais globalement, la capitale paraît plutôt avoir été comme vidée de l'intérieur, systématiquement désastrée. Dans les quartiers populaires, les maisons béantes ont été entièrement pillées... Le FPR a dressé de très nombreux barrages dans les rues. Il occupe les anciens camps de la gendarmerie et de la Garde présidentielle mais aussi par exemple la primature et les bureaux de la Présidence. En dehors de quelques poignées de piétons, les rues sont désertes. La ville est éteinte. Ses habitants voudraient retrouver leur maison et attendent avec impatience l'installation d'un gouvernement et d'une administration. »

Itw de Philippe Gaillard du CICR à Nairobi (Jean Hélène) :

« Ca fait trois mois qu'on attendait que la situation militaire à Kigali se clarifie. Vivre trois mois sur une ligne de front, c'est vraiment pas drôle. Alors que ce soit les uns ou les autres, les FAR ou le FPR qui contrôlent la ville de Kigali, ça nous est complètement égal. Ce qu'on voulait, c'est que la situation soit claire au point de vue militaire parce qu'on avait quand même des préoccupations d'ordre sécuritaire qui étaient importantes. Il se trouve que c'est le FPR qui a pris la ville de Kigali. Et qu'à partir d'aujourd'hui, enfin de la nuit du 3 au 4 juillet, il n'y a plus de bombardement à Kigali. C'est un soulagement d'un point de vue sécuritaire. J'espère qu'il n'y aura plus de bombes qui tomberont ni sur notre hôpital, ni sur notre délégation. »

780/ Afrique soir (1994 JAF 0190 C) - 9 juillet 1994

P = Edmond Sadaka

T = 2 000 hommes de la Minuar attendus fin juillet pour prendre la relève des soldats français de l'opération Turquoise. Annonce faite aujourd'hui par le commandant de la Minuar, le général Dallaire. Sur le terrain, les rebelles du FPR continuent à progresser au nord-ouest.

Pap. de Muriel Pomponne :

« Après avoir rencontré les deux belligérants, l'envoyé spécial des Nations unies, Shaharyar Mohammed Khan, estime que le gouvernement intérimaire et le FPR veulent tous les deux un cessez le feu. Le FPR a annoncé son intention de déclarer un cessez le feu unilatéral. Mais du côté du gouvernement intérimaire, les choses sont moins claires. Le Premier ministre, Jean Kambanda, veut bien que cesse le fracas des armes mais il aimerait que le FPR n'y mette aucune condition et accepte que les deux parties s'assoient à la table des négociations sur la base des accords d'Arusha. Certes, Jean Kambanda reconnaît que les FAR ont perdu la guerre mais il s'estime fort du soutien de la majorité de la population. Il estime donc que la victoire militaire ne

résout rien, que le problème est ethnique et que la question doit être discutée autour de la table des négociations... »

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Kigali paraît déserte. La capitale aurait perdu les 4/5^{èmes} de sa population. Dans le quartier musulman de Nyamirambo, entre 20 et 30 000 personnes sont sorties de leur cachette depuis lundi. Le FPR les a rassemblés au collège Saint André... La Croix rouge leur a livré ce matin une première ration de haricots et de maïs... La cathédrale Saint Michel abrite plus de 500 orphelins. Depuis lundi, une dizaine d'entre eux seulement ont retrouvé des parents éloignés... Tous ces réfugiés voudraient rentrer chez eux au plus vite mais le FPR entend d'abord fouiller la ville quartier par quartier. C'est encore une question de jours. »

- Journaux Afrique du 10 juillet 94 (1994 JAF 0191)

781/ Afrique matin (1994 JAF 0191 A)

P = Philippe Leymarie

T = Le FPR continue de progresser militairement. Le nouvel envoyé spécial des Nations unies affirme que les deux parties veulent un cessez le feu.

P : Il est le nouvel homme fort à Kigali, Alexis Kanyarengwe, le président du FPR...

Itw d'Alexis Kanyarengwe, le président du FPR :

« Nous pensons que les accords d'Arusha en principe vont nous servir comme base, tout en admettant qu'il y a certaines dispositions qui vont devoir subir des aménagements, spécialement en ce qui concerne le partage du pouvoir et éventuellement en ce qui concerne la fusion des deux armées... »

Pap. de Muriel Pomponne :

Diffusé la veille au soir

782/ Afrique midi (1994 JAF 0191 B) - 10 juillet 1994

P = Pascal Gauthier

T = On connaît maintenant les contours du nouveau gouvernement d'unité nationale que va former le FPR. A côté du FP, il n'y aura pas l'ancien parti unique mais quatre partis d'opposition reconnus par les accords de paix d'Arusha.

Corr. de Norbert Navarro de Naples :

«En ce qui concerne le Rwanda, le G8 en appelle à un cessez le feu pour un règlement politique stable du conflit, en appelle également au déploiement rapide de la Minuar 2, les soldats ghanéens devraient arriver sur place mi-juillet, et en appelle enfin à une augmentation de l'effort humanitaire. C'est la première urgence en la matière actuellement, a dit Alain Juppé. C'est le sens du voyage demain d'Edouard Balladur à New York. Le ministre va tâcher de mobiliser les organisations humanitaires des Nations unies en faveur des réfugiés du Rwanda... »

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères, à Naples (Norbert Navarro) :

«Le ministre sensibilisera le Conseil de sécurité sur deux urgences. La première, c'est l'organisation de la relève sur le terrain...

(Q. de N. N. : Qu'est-ce qu'il y a de nouveau? Quels sont les contingents qui vont arriver sur zone ?)

Les choses se mettent en place progressivement. Nous savons qu'un important contingent ghanéen doit arriver à la mi-juillet... Il y a sur le papier les 5 000 hommes nécessaires. Ce qui manque, ce sont les équipements, l'entraînement et les moyens de transport...Deuxième urgence, c'est l'assistance humanitaire. Près d'un million, plus d'un million de réfugiés dans la zone de sûreté que nous sécurisons. Nous ne pouvons pas à nous tout seul approvisionner cette population. Il faut 500 tonnes de vivres et de médicaments par jour... Le Premier ministre souhaite mobiliser les agences des Nations unies, le PAM, le HCR, etc., pour nous aider à faire face à ce qui est sans doute à l'heure où nous parlons la plus grande catastrophe humanitaire que connaît la planète. »

P : ... La mission des Nations unies devrait compter 2 000 hommes à la fin du mois... Le FPR continue ses consultations pour former au plus vite un gouvernement d'unité nationale. A côté du FP, on devrait trouver quatre partis reconnus par les accords de paix d'Arusha, à savoir le MDR, le parti libéral, le PSD et le PDC.

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Les quatre sont d'accord avec le FPR sur l'exclusion de l'ancien parti unique, le MRND, promoteur des massacres. Cela indique une redistribution des cinq portefeuilles attribués au MRND à Arusha... mais Arusha prévoyait surtout un équilibre politique et militaire. Il s'agit donc aujourd'hui d'éviter le cumul entre des portefeuilles importants, comme celui de la Défense qui avait été attribué au MRND,

et celui de l'Intérieur au FPR... C'est ainsi que le futur président de la République devrait être choisi en dehors du parti du Premier ministre... »

783/ Afrique soir (1994 JAF 0191 C) - 10 juillet 1994

P = Pascal Gauthier

T = Pour la première fois depuis le début des combats au Rwanda il y a trois mois, des dizaines de milliers réfugiés sont rentrés chez eux ce dimanche à Kigali. Côté politique, le MRND devrait être exclu du prochain gouvernement d'unité nationale

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Les leaders politiques, les politiciens comme on les appelle ici, brûlaient d'impatience quand minibus et camions sont arrivés à Byumba dimanche matin. Ils n'ont pas demandé leur reste pour rentrer à Kigali avec familles, domestiques, matelas et provisions. Un convoi de 70 personnes environ dont une quinzaine de politiciens appartenant aux anciens partis d'opposition signataires des accords d'Arusha. C'est peu mais ils espèrent retrouver à Kigali d'autres rescapés de la liquidation politique à laquelle ils ont survécu... Les habitants de Kigali qui commencent à rentrer dans leurs quartiers, auscultés par le FPR... Aujourd'hui la reconstruction passe avant le politique. »

P : Quant à l'opération Turquoise, 60 soldats sénégalais sont arrivés aujourd'hui à Kibuye...

Corr. de Norbert Navarro de Naples :

«... Les 8 se disent consternés par la situation au Rwanda et demandent le déploiement rapide de la Minuar 2. Ils réclament un cessez le feu durable conduisant à un règlement politique et ils lancent un appel pour un effort humanitaire accru urgent. Le G8 salue également, je cite, l'effort très méritoire de la France au Rwanda... »

Itw de Jean Guy Plante, porte-parole de la Minuar (Jean Luc Martinage) :

« On a pu noter un retour massif des réfugiés vers leur lieu d'habitation. Ceci semble se faire sous le contrôle du RPF de façon ordonnée et disciplinée... Ils sont surtout contents que les bombes arrêtent de leur tomber sur la tête.

(Q. de J.L. M. : Qu'en est-il de la situation humanitaire ?)

Nous avons pu constater que le RPF fait des efforts pour leur fournir un peu de nourriture, de l'eau... je pense qu'avec la coopération de tous qu'ils vont s'en sortir et que les jours meilleurs sont à venir. »

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Le FPR estime que la présidence de la République lui revient après sa victoire militaire. Les 4 sont d'accord avec lui sur l'exclusion de l'ancien parti du président Habyarimana, le MRND, promoteur des massacres. Ils estiment aussi que le choix du président doit se faire en fonction de critères de compétence politique mais aussi diplomatique. Enfin, ils font remarquer que conformément à l'équilibre politique organisé par Arusha, le président doit sortir d'un autre parti que celui du Premier ministre désigné. Bref, la perspective d'un candidat président FPR ne rencontre pas d'opposition de leur part... L'enjeu se situe donc essentiellement pour les 4 dans la redistribution des 5 portefeuilles attribués par Arusha à l'ancien parti unique... mais surtout, ils souhaitent arriver très rapidement à un consensus avec le FPR pour qu'une administration puisse reprendre le pays en main. C'est aussi l'avis du FPR et des Rwandais ordinaires. »

P : ... Selon le porte-parole de l'opération militaro-humanitaire Turquoise, le FPR poursuit bel et bien sa progression dans le nord-ouest du pays, poussant devant lui des milliers de personnes qui fuient vers la frontière zaïroise et vers la zone de sécurité française, redoutant la vengeance des militaires tutsis...

Itw de François Mitterrand à Naples (Norbert Navarro) :

« Sur le Rwanda, vous savez que la France fait face à ce problème avec bien peu de concours, à l'exception de quelques Sénégalais, etc.. La création des zones humanitaires de sécurité, c'est une situation de détresse. Et nous souhaitons vraiment que des organisations internationales, des organisations humanitaires se mobilisent. La France continue sa mission en conformité avec le mandat qui lui a été fixé par les Nations unies. Elle attend la relève. Elle a d'ailleurs annoncé ce qu'elle comptait faire. Il nous semble qu'à l'issue de cette réunion et des informations reçues qu'il y aurait peut être de ce côté-là un peu plus de sentiment d'urgence qu'il y en avait ces derniers jours. »

785/ Afrique midi (1994 JAF 0192 B) - 11 juillet 1994

P = Muriel Pomponne

T = ... Environ 500 000 personnes fuient les zones de combats en direction de l'ouest du pays.

Corr. de Pierre Cayrol de New York :

«... Edouard Balladur devrait donc prier les pays membres des Nations unies de faire accélérer l'arrivée des renforts de l'Onu au Rwanda. Il devrait aussi lancer un appel

aux ONG pour qu'elles viennent aider la France au Rwanda. Conclusion : c'est sans doute un appel à l'aide que va lancer Edouard Balladur à la tribune de l'Onu... »

Corr. de Monique Mas de Butare :

«Baluchons sur la tête, poussant des brouettes surchargées, hommes, femmes et enfants continuent de rentrer dans leur maison de la capitale... La route de Butare conserve la trace des barrages de miliciens... A une soixantaine de kilomètres au sud de Kigali, Gitarama est vide... A 250 km de Kigali, la deuxième ville du pays, une semaine après sa prise par le FPR, Butare sent encore la mort. »

P : ...Les combats semblent s'intensifier autour de la ville de Ruhengeri, que les rebelles seraient en passe de prendre...

Itw de Michel Roussin, ministre français de la Coopération (Addala Benraad) :

«Je pense que les ONG sont maintenant totalement associées et qu'elles ont pris la décision de s'associer à ce qui est fait puisque nous avons cette zone humanitaire que nous a demandé de constituer l'Onu et dans ce cadre là maintenant, la sécurité régnant, les ONG vont pouvoir déployer leur activité...

(Q. d'A. B. : Pour l'instant, il n'y a pas de divergences sur le terrain entre vous et les ONG?)

Aucune. De ce que je sais, moi ministre de la Coopération, des informations que j'ai qui remontent du terrain, aucune. »

786/ Afrique soir (1994 JAF 0192 C) - 11 juillet 1994

P = Yves Rocle

T = Le Premier ministre français devant le Conseil de sécurité des Nations unies.
Edouard Balladur demande une relève rapide pour les militaires français présents au Rwanda. Sur le terrain, le FP poursuit son offensive en direction de Ruhengeri et les consultations sont engagées à Kigali pour la formation d'un nouveau gouvernement.

Itw d'Edouard Balladur, Premier ministre français, à New York (Pierre Cayrol) :

«Il faut tout d'abord qu'un certain nombre de contingents soient envoyés au Rwanda pour prendre la relève des troupes françaises dans les délais qui ont été prévus. Il faut en second lieu que l'aide humanitaire parvienne au Rwanda, l'aide alimentaire, dans les délais prévus et nous avons déjà obtenu un premier résultat, c'est que le HCR se réinstalle au Rwanda. Il faut en troisième lieu que tous les efforts soient faits pour que l'on arrive à une solution politique... pour que l'on arrive à ce que se constitue un gouvernement rwandais qui soit capable de représenter l'ensemble du pays et de ramener la paix civile... »

Corr. de Monique Mas de Butare :

« Le FPR contrôle la route nationale qui va de Kigali à la frontière burundaise. La ligne de front est désormais à une quinzaine de km à l'ouest de cette route, tout près de Gikongoro qui marque la limite de la zone de sécurité française, au sud ouest du pays. A partir de cet axe, l'avancée du FPR vers Kibuye au bord du lac Kivu menace de couper en deux cette fameuse zone et d'isoler Gisenyi au nord, où serait retranché l'essentiel des troupes gouvernementales... Butare a été enlevé lundi après trois jours de bataille... »

P : La Croix rouge internationale tire ce soir une fois encore la sonnette d'alarme. Elle estime qu'on est sur le point d'atteindre les 3 millions de réfugiés au Rwanda.

- Journaux Afrique du 12 juillet 94 (1994 JAF 0193)

787/ Afrique matin (1994 JAF 0193 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Le Premier ministre français à l'Onu. Edouard Balladur invite la communauté internationale à prendre ses responsabilités et rappelle que la France n'entend pas se substituer aux Nations unies, même si la présence française là-bas pourrait se poursuivre au-delà du 31 juillet.

Itw d'Edouard Balladur, Premier ministre français, à la tribune des Nations unies (Pierre Cayrol) :

« Seule la présence d'une force importante des Nations unies sur le territoire du Rwanda permettra d'engager le redressement de ce pays, en favorisant le retour de la stabilité et le développement de l'action humanitaire. C'est pourquoi mon pays lance un appel pressant à la communauté internationale pour que tout soit mis en œuvre en vue de permettre le déploiement rapide de la Minuar renforcée... »

P : ... Pas plus tard que ce matin, le dirigeant du FPR, M. Jacques Bihozagara, a demandé à la France de quitter le Rwanda comme elle s'y était engagée, c'est-à-dire le 31 juillet. Selon les militaires français, le FPR aurait accru sa pression autour de la zone de sécurité française. Hier ses forces se trouvaient à une vingtaine de kilomètres de Kibuye, tenu par les Français...

Corr. de Monique Mas de Butare :

Diffusée la veille au soir

788/ Afrique midi (1994 JAF 0193 B) - 12 juillet 1994

P = Muriel Pomponne

T = Le FPR demande à la France de quitter le Rwanda avant le 31 juillet. Hier devant le Conseil de sécurité, le Premier ministre français a indiqué que la France pourrait retarder de quelques jours le retrait de ses forces engagées dans l'opération Turquoise.

P : François Léotard justifie ce retard par les difficultés des Nations unies à mettre sur pied la Minuar 2, c'est-à-dire à recruter les quelques 5 500 casques bleus qui doivent remplacer les effectifs français au Rwanda...

Itw de Jacques Bihozagara, un des représentants du FPR (Monique Mas) :

« Nous espérons que la communauté internationale ne va pas permettre ce retard... »

(Q. de M. M. : Un groupe d'officiers des FAR propose un cessez le feu immédiat sans condition et des discussions. Quelle est votre réponse ?)

La plupart de ces officiers font partie du comité de crise qui a mis en place le gouvernement intérimaire autoproclamé et ils ont une certaine part de responsabilités dans la tragédie rwandaise ...

(Q. de M. M. : Il s'avère aujourd'hui qu'une partie de la population se trouve dans la zone de sécurité française. Il y a également ce fameux gouvernement intérimaire mis en place début avril. Vous vous apprêtez à mettre en place des institutions. Est-ce qu'il n'y a pas un risque de voir le Rwanda coupé en deux ?)

Cela constitue un danger imminent... Mais maintenant nous assistons à un retour massif des populations qui étaient retenues dans certaines zones. Il y en a au moins 1 000 par jour. »

P : ... Le commandant Lafourcade, qui gère le dispositif militaire français, a précisé que tous les rwandais pourraient être accueillis le cas échéant dans la zone humanitaire, y compris les ministres du gouvernement intérimaire, qui seraient alors considérés comme des réfugiés. Il serait du ressort d'une enquête internationale de déterminer qui est responsable des massacres commis au Rwanda, a-t-il précisé. Pharmaciens sans frontière se plaint du détournement de 160 000 francs français déposés à la Banque centrale de Kigali. Cette somme a été réquisitionnée par le gouvernement intérimaire rwandais.

789/ Afrique soir (1994 JAF 0193 C) - 12 juillet 1994

P = Yves Rocle

T = Début de retour des habitants à Kigali et exode massif à Ruhengeri. La France annonce un retrait progressif de ces soldats entre le 31 juillet et le 22 août. Le FPR s'en félicite.

P : ... 300 000 habitants de Ruhengeri marchent actuellement en direction de Gisenyi. Ils fuient la progression du FP. A Kigali, on assiste au scénario inverse... Monique Mas a accompagné une jeune femme qui a réussi à échapper aux massacres. C'est la première fois depuis trois mois qu'elle franchit le seuil de sa maison.

Itw d'Hortense Nyirenkesha (?) (Monique Mas) :

«Je croyais qu'il y avait des portes et un cadenas pour fermer mais il n'y a plus rien. Il n'y a même plus de porte. Il n'y a plus rien...

(Q. de M. M. : Il y avait combien de personnes dans cette maison ?)

Il y avait mon oncle et sa femme, son fils, deux fillettes et moi et le frère de la femme de mon oncle.

(Q. de M. M. : Qu'est-ce qui leur est arrivé ?)

On les a tués. »

P : Le président du FPR, Alexis Kanyarengwe, pose deux conditions pour mettre fin à son offensive militaire sur le territoire encore contrôlé par les FAR. D'abord il réclame l'arrestation des dirigeants politiques proches de l'ancien président Habyarimana et bien sûr il continue à exiger la fin des massacres...

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères (France Inter) :

«Il y a un butoir juridique à notre intervention. C'est le 22 août, c'est-à-dire l'échéance du délai de deux mois qui figure dans la résolution du Conseil de sécurité... Cela dit, il va de soi, que de même que le déploiement de Turquoise s'est fait sur plusieurs jours et même plusieurs semaines, de même le retrait s'organiserait sur plusieurs jours et plusieurs semaines... On nous a indiqué qu'un millier d'hommes environ devrait pouvoir arriver sur place d'ici la fin du mois de juillet. »

P : François Léotard donne quelques précisions ce soir. Il parle du départ d'environ 300 Français avant le 31 juillet. Réaction du FPR. Si les Français se cantonnent dans l'action humanitaire, alors nous n'avons rien à redire à ce repli progressif... On a aussi beaucoup parlé ces derniers jours de la polémique qui opposaient les ONG au gouvernement français... Apparemment, ça s'arrange...

Itw de François Léotard, ministre français de la Défense (Laurent Chaffard) :

«... Les organisations dont beaucoup sont équilibrées par des fonds publics, des fonds européens ou des fonds d'Etat, doivent maintenant agir. C'est leur fonction et c'est le souhait que nous formulons. Il faut qu'elles viennent sur le terrain pour aider maintenant des millions de personnes qui sont dans des situations de grande détresse. »

P : MSF et AICF ont annoncé aujourd'hui leur intention d'intervenir dans la région de Gikongoro...

Itw de Jean Luc Baudin de l'AICF (Jean François Arnaud) :

«... Cette intervention est conditionnée à un certain nombre de points. Nous ne pouvions pas intervenir dans cette zone où il s'est passé énormément de choses et où un certain nombre de personnes responsables de massacres doivent être jugées. Les conditions que nous on s'est imposés, c'est de ne pas travailler avec les autorités en place... mais de travailler sous la tutelle des Nations unies... »

Invité : Jean Michel Boucheron, député, membre d'une mission de quatre parlementaires français qui revient du Rwanda.

Itw de Jean Michel Boucheron, député qui revient du Rwanda (Laurent Chaffard) :

«... Quand on revient du terrain, on s'aperçoit que des centaines et des centaines de milliers de gens sont venus se réfugier, poussés par les armes, et que certainement cette opération a réussi à sauver des dizaines de milliers de vie et vraisemblablement des centaines de milliers de vie.

(Q. de L. J. : On parle de centaines de milliers de personnes qui risquent peut être à terme de mourir tant le manque d'ONG est patent ?)

On les a sauvés de la mort par les armes. Maintenant il faut les sauver de la mort par la faim et la soif. C'est le rôle des ONG... Faut-il sous prétexte qu'il y a quelques dizaines de criminels de guerre laisser mourir de faim quelques centaines de milliers de personnes ? C'est la question à laquelle il faut répondre.

(Q. de L. J. : Vous avez rencontré les militaires français. Est-ce que certains sont inquiets ? Est-ce qu'il y a un risque d'enlèvement ?)

Ce sont des troupes d'élite qui sont là-bas. Ils font un travail absolument remarquable... Ils sont inquiets évidemment. C'est une mission extrêmement difficile... Pour l'instant, c'est un succès.

(Q. de L. J. : Il y a énormément de travail. Est-ce que leur retrait à la fin du mois est crédible ?)

Il faut se fixer cet objectif et essayer de le remplir... Si on déborde un peu, ce ne sera pas bien grave, du moment où cette relève est assurée.

(Q. de L. J. : Vous n'avez pas rencontré d'hommes politiques rwandais, cela dit vous avez du rencontrer des Rwandais. Que vous ont-ils dit ?)

Les Rwandais que j'ai rencontrés, ce sont des gens qui sont jetés sur les routes... Ce sont des enfants dans les hôpitaux que les militaires français soignent contre des brûlures parce qu'ils ont été jetés dans des brasiers. Ce sont les Rwandais que j'ai rencontrés. Je peux vous assurer que la présence française, ils l'apprécient. »

- Journaux Afrique du 13 juillet 94 (1994 JAF 0194)

790/ Afrique matin (1994 JAF 0194 A)

P = Danielle Lefèvre

T = La France confirme le retrait progressif du contingent de l'opération Turquoise...
A Kigali, l'amorce d'un retour à la normale est de plus en plus perceptible.

Itw d'Hortense Nyirenkesha (?) (Monique Mas) :

Diffusée la veille au soir

Itw d'Alain Juppé, ministre français des Affaires étrangères (France Inter) :

Diffusée la veille au soir

Itw de Philippe Biberson, président de MSF (Jean François Arnaud) :

«... On n'a pas attendu l'opération Turquoise pour se déployer au Rwanda... On va faire tout ce qui est en notre pouvoir pour se démarquer de l'intervention française, qui complique notre façon de nous présenter comme indépendant et désintéressé... Il y a probablement dans les gens qui nous allons secourir des gens qui ont participé au génocide. Ca nous pose un problème moral bien sûr mais ce n'est pas à nous de le résoudre... par contre on pose cette question aux responsables politiques. C'est à eux de résoudre ce problème-là. »

791/ Afrique midi (1994 JAF 0194 C) - 13 juillet 1994

P = Muriel Pomponne

T = Les troupes du FPR se rapprochent de Ruhengeri. Les organisations humanitaires craignent un nouvel exode massif de population vers la zone de sécurité française au sud ouest du pays.

Pap. d'Isabelle Chenu :

«Le FPR lancé aux troupes des dernières unités gouvernementales progresse au nord ouest et ne serait plus qu'à 5km de l'importante garnison de Ruhengeri... Pour l'heure, les forces gouvernementales tiennent bon bien que les munitions viennent à manquer... Si Ruhengeri tombait, ce serait 800 000 personnes qui pourraient fuir vers Gisenyi... »

Itw de Philippe Biberson, président de MSF (Jean François Arnaud) :
Diffusée le matin

P : Après avoir subi les horreurs de la guerre, un autre danger pourrait menacer les Rwandais réfugiés au Zaïre. Deux volcans se sont en effet récemment réveillés et crachent de la lave...

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Les premières voitures familiales ont refait leur apparition. Le FPR a levé la plupart de ses barrages à l'intérieur de la ville et réouvre radio Rwanda, un symbole important compte tenu du rôle joué par la radio nationale dans les appels aux massacres. Aujourd'hui, radio Rwanda appelle au calme et à la réconciliation nationale. Les plus chanceux parmi les habitants de Kigali retrouvent leur maison. La plupart ont été totalement vidées... A Nyamirambo...les rues reviennent à la vie, malgré la dizaine de fosses communes visibles dans le quartier. Le marché central, lui, est toujours mort même si les rues alentour commencent à s'animer. Un médecin a retrouvé son cabinet. Ailleurs, de maigres étals réapparaissent mais la nourriture est extrêmement rare. Une commerçante tout juste arrivée d'Ouganda a multiplié par quatre le prix du pain, du lait et de jus de cassis. Mais aujourd'hui, l'émotion des retrouvailles, la mémoire des disparus, l'espoir d'un avenir possible sont plus forts que la faim. »

792/ Afrique soir (1994 JAF 0194 D) - 13 juillet 1994

P = Yves Rocle

T = La bataille de Ruhengeri. Le FP attaque la ville sur deux axes. Les habitants continuent à fuir en direction de Gisenyi. Et puis un député français demande au Premier ministre l'ouverture d'une information judiciaire sur la mort de six Français tués lors de l'attentat de l'avion de l'ex président rwandais.

Corr. de Monique Mas sur la route de Ruhengeri :

« A 25 km à l'arrière du front, les soldats au repos chantent déjà la victoire. Sur place, l'officier porte-parole annonce comme imminente la chute de la cité des volcans... Cette région Gisenyi-Ruhengeri, fief du régime Habyarimana, est aussi le dernier bastion des forces gouvernementales. Pourtant, celles-ci seraient en train de décrocher de Ruhengeri, entraînant dans leur retraite des centaines de milliers de civils en direction de Gisenyi à la frontière zaïroise... »

P : Quelques 16 000 Tutsi réfugiés en Ouganda depuis les années 60 sont rentrés au Rwanda ces derniers jours. Les camps qu'ils occupaient ne sont pas restés vides très longtemps. Ils abritent maintenant 10 000 Hutu qui sont passés en Ouganda parce qu'ils craignent des représailles du FP... Le FPR a revendiqué les postes de président de la République et de ministre de la Défense dans les nouvelles institutions...

Itw d'Alain Marsaud, député et ancien juge antiterroriste (Ghislaine Dupont) :

«Des citoyens français ont été assassinés lors de cet attentat ainsi que d'autres un peu plus tard. Les juridictions françaises se retrouvent donc compétentes pour connaître de ce crime. C'est la raison pour laquelle je crois qu'en préalable à la saisine d'une juridiction internationale, qui aurait en fait pour objet de traduire un certain nombre de responsables pour crimes de guerre devant la dite juridiction internationale, il est important que nous Français nous fassions la vérité sur l'assassinat de nos ressortissants car c'est à l'occasion de cet attentat que le processus s'est déclenché au Rwanda... »

P : La France a refusé des visas d'entrée à plusieurs membres de la famille de l'ex président Habyarimana et aussi aux enfants du colonel Sagatwa, un proche de Juvénal Habyarimana, tué lui aussi dans l'attentat.

Invité : le père Talbot (?), missionnaire belge qui a fui Butare il y a dix jours, au moment de l'arrivée des troupes du FPR. Christophe Boisbouvier l'a rencontré à Gikongoro et lui a demandé s'il pouvait estimer le nombre de Tutsi et de Hutu modérés tués au Rwanda depuis le mois d'avril.

Itw du père Talbot, missionnaire belge, à Gikongoro (Christophe Boisbouvier) :

«... Nous arrivons assez vite à des ordres de grandeur qui sont au-delà de 500 000. Ca nous paraît vraiment un minimum, qui a probablement et malheureusement été largement dépassé.

(Q. de C. B. : Dans la région de Butare, est-ce que tous les Tutsi ont été massacrés systématiquement par leurs voisins, par les autorités locales, par les miliciens ?)

Le paysan hutu n'a pas réagi partout de la même façon... Ils m'ont expliqué que les Interhawe sont venus leur demander de tuer les Tutsi. Ils ont dit : « Non c'est pas possible parce que ce sont nos épouses, nos cousins, nos neveux. Ce sont des gens de nos familles. » Les Interhawe ont été accompagnés ensuite par des militaires qui leur ont donné la même consigne. Ils ont encore résisté. Et puis finalement on leur a montré des documents qui étaient signés des hautes autorités, qui disaient qu'il fallait pour défendre le pays supprimer tous les Tutsi.

(Q. de C. B. : Pourquoi sont-ils allés jusqu'à tuer les enfants ?)

Je ne comprends pas non plus. Il y a des choses horribles. On a entendu des phrases comme « L'enfant d'un complice est un complice ». Ce sont des choses absurdes. Je crois qu'il y a des gens qui ont perdu la tête.

(Q. de C. B. : Et qui se prétendent chrétiens ?)

Vous ne pouvez pas faire une évaluation du caractère chrétien à partir d'événements d'une intensité comme ceux-ci. Personnellement, j'ai été le témoin de choses extrêmement émouvantes. J'ai baptisé dans cette période des gens qui n'étaient pas baptisés. Les secourir, donner à manger à des gens qui étaient aux aguets, traqués. J'ai quand même vu beaucoup de solidarité. Des Hutu qui avaient une tendresse remarquable vis-à-vis des Tutsi. Moi je pense qu'ils se sont comportés en chrétiens authentiques. Si on pouvait dire l'Eglise a réussi, ce serait presque le signe qu'elle a échoué parce que l'importance de l'Eglise, ce n'est pas de dire qu'elle est belle mais l'important, c'est qu'elle soit secourable. »

- Journaux Afrique du 14 juillet 94 (1994 JAF 0195)

793/ Afrique matin (1994 JAF 0195 A)

P = Danielle Lefèvre

T = Après Kigali et Butare, le FPR concentre ses efforts sur Ruhengeri, le dernier verrou sur la route de Gisenyi, refuge du gouvernement intérimaire. Résultat : des dizaines de milliers de personnes de plus qui fuient vers le Zaïre.

Corr. de Monique Mas sur la route de Ruhengeri :

Diffusée la veille au soir

Mais les deux premières phrases ont été coupées :

« A 25 km à l'arrière du front, les soldats au repos chantent déjà la victoire. Sur place, l'officier porte-parole annonce comme imminente la chute de la cité des volcans. »

P : On attend aujourd'hui à Kigali l'arrivée du Premier ministre désigné, Faustin Twagiramungu...

794/ Afrique midi (1994 JAF 0195 C) - 14 juillet 1994

P = Muriel Pomponne

T = Des dizaines de milliers de civils fuient la ville de Ruhengeri, qui, selon certaines sources, serait tombée aux mains du FPR. Un véritable mur de réfugiés avance en direction de la ville de Goma. Chaque heure, 10 000 réfugiés passent la frontière. Les organisations humanitaires sont débordées. A Kigali, le Premier ministre désigné est

arrivé ce matin. Il devrait former un gouvernement d'union nationale dans les plus brefs délais.

Itw du responsable de la cellule humanitaire française à Goma (Jean Luc Martinage) :

«Les gens du DRH (?) et du CICR sont allés jusqu'à Ruhengeri même, qui était vidé de tous ses habitants... L'armée zaïroise tente de désarmer les gens qui le sont encore, ce qui aurait créé quelques incidents près de l'aéroport.

(Q. de J.L. M. : Est-ce que vous êtes en mesure de faire face aux besoins humanitaires de ces populations ?)

Non. La situation risque d'être rapidement dramatique puisque le HCR, dont c'est la vocation, affirme ne pouvoir accueillir dans l'immédiat que 15 000 réfugiés. Si le chiffre des réfugiés atteint 100 000 ou le dépasse, la situation sera rapidement catastrophique. »

Itw de Georgia Shaver, chef de la région Corne et Est de l'Afrique au PAM (Jérôme Bastion) :

« ... Si les gens continuent de fuir le Rwanda vers le Zaïre, un million de personnes, c'est une situation catastrophique. »

P : ... Il se pourrait, qu'une fois que les casques bleus seraient déployés au Rwanda, une fois que la mission Turquoise sera terminée, la France reste présente au Zaïre pour aider à la mise en place de la Minuar 2. Toutefois pour cette nouvelle mission, une résolution du Conseil des Nations unies serait nécessaire...

Corr. de Monique Mas de Kigali :

«Le Premier ministre est arrivé un peu avant 11 heures... Il était attendu avec impatience par une quinzaine de leaders politiques appartenant aux quatre partis issus de l'opposition... Les consultations sont prévues entre eux et avec le FPR cet après-midi... »

Itw de François Mitterrand, intervention du 14 juillet :

«La France, là-dedans, elle a réussi une négociation entre les deux clans. Cette négociation, elle a abouti le 4 août 93... Et les Français sont partis plusieurs mois avant le déclenchement du génocide... Depuis les accords d'Arusha, nous ne sommes plus partie dans cette affaire. Le génocide a eu lieu après.

(Q. d'Alain Duhamel : Pourquoi est-ce qu'on n'a pas pu intervenir avant pour sauver l'essentiel des gens qui ont été exterminés ?)

Il y a déjà beaucoup de gens qui nous disent pourquoi êtes vous intervenus.

(Q. d'A. D. : Moins maintenant.)

Vous dites pourquoi êtes vous intervenus si tard. C'était difficile à la France de se substituer aux Nations unies, dont c'était le rôle.

(Q. d'A. D. : Mais qui étaient défailantes ?)

Mais oui malheureusement. Quand vraiment c'est devenu évident, et bien nous y sommes allés à nos risques et périls.

(Q. de Patrick Poivre d'Arvor : Ce qui est arrivé cette nuit et ce matin encore, on a vu arriver des dizaines, des centaines de milliers de réfugiés qui passent maintenant la frontière zaïroise. Est-ce que vous allez aider à votre tour le président Mobutu, qui vous a quand même aidé en vous prêtant ses aéroports de Goma et de Bukavu ?)

C'est tout à fait autre chose. A partir du moment où ils franchissent la frontière, ils ne sont plus en péril de mort, par voie de fait, par armes, ils sont en danger de mort par famine. C'est vraiment aux organisations internationales de prendre leurs responsabilités. »

795/ Afrique soir (1994 JAF 0195 D) - 14 juillet 1994

P = Yves Rocle

T = La déroute du gouvernement intérimaire rwandais. Il serait réfugié dans la zone humanitaire française. Le FP marche lui sur Gisenyi. Des centaines de milliers de personnes ont déjà fui au Zaïre.

P : La victoire quasi-totale du FPR...Selon plusieurs témoignages, le gouvernement intérimaire serait ce soir à Cyangugu...

Pap. de Christophe Boisbouvier :

«Selon le témoignage d'un journaliste de l'hebdomadaire Burundi Times, le gouvernement intérimaire a tenu une réunion de crise à l'hôtel Méridien de Gisenyi ce matin vers 10 heures. La nouvelle de la chute de Ruhengeri et de l'avancée du FPR sur la route de Gisenyi lui était sans doute déjà parvenu. A la suite de cette réunion, les membres du gouvernement se sont dispersés... Certains seraient allés à Cyangugu... et d'autres à Goma... Cette fuite si elle se confirme appelle trois questions. Un : quelle est la représentativité de ce gouvernement intérimaire qui ne cesse de fuir depuis trois mois ...? Deux : quel pouvoir a-t-il encore ... ? Et trois : est-ce que ce gouvernement pourra encore se réunir et exercer ses prérogatives à Cyangugu, dans une zone de protection humanitaire contrôlée par les Français?... A Paris, le ministère des Affaires étrangères vient de faire savoir qu'il n'était pas souhaitable que des responsables politiques rwandais s'introduisent dans cette zone... On vient d'apprendre que la France demande une réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Elle appelle les Nations unies à déterminer la conduite à suivre vis-à-vis de ce gouvernement. Visiblement la France est embarrassée et ne veut pas être l'hôte d'un gouvernement en perdition. »

Itw du capitaine Roussel, porte-parole de l'armée française à Goma (Christophe Boisbouvier) :

«...200 000 personnes sont arrivées aujourd'hui... On estime dans les prochains jours de 300 000 à 900 000 personnes qui pourraient provenir de Kigali et de Ruhengeri... »

Itw de Georgia Shaver, chef de la région Corne et Est de l'Afrique au PAM (Jérôme Bastion) :

« On estime à 1 500 000 dans la zone de sécurité française. Sans doute il y en a beaucoup plus... On attend une contribution de la France qui arrive bientôt... Si les gens continuent de fuir le Rwanda vers le Zaïre, un million de personnes, c'est une situation catastrophique. »

Itw de François Mitterrand, intervention du 14 juillet :

« A partir du moment où ils franchissent la frontière, ils ne sont plus en péril de mort, par voie de fait, par armes, ils sont en danger de mort par famine. C'est vraiment aux organisations internationales de prendre leurs responsabilités. »

(Q. de Patrick Poivre d'Arvor : Est-ce qu'au passage vous n'avez pas remis spectaculairement en selle un homme qui est considéré comme un dictateur ?)

C'est un effet inattendu. Mais si l'objectif était de sauver le maximum de Rwandais, des deux ethnies, mais d'abord les Tutsi qui étaient les plus menacés à cet endroit-là, et bien on a bien fait. Les conséquences secondaires, il faut les supporter... Nous avons sauvé des dizaines de milliers de gens, de pauvres gens, qui avaient déjà supporté beaucoup de souffrance. »

Corr. de Monique Mas de Kigali :

« Nous devons prendre acte de la victoire militaire du FPR, déclare Faustin Twagiramungu... Je dois aussi revoir la liste des membres du gouvernement que j'avais préparé en mars dernier, ajoute le Premier ministre... Toutes ces questions ne devraient pas donner lieu à des négociations, assure le Premier ministre. Des réajustements sur la base d'Arusha, ajoute-t-il, exprimant le vœu que la victoire du FPR soit celle de tous les Rwandais... »

Itw de Faustin Twagiramungu (Monique Mas) :

« Il faut que le discours politique soit un discours qui rassure le peuple rwandais... »

(Q. de M. M. : De quelle manière vous comptez entrer en contact avec eux ?)

... Le média le plus important pour nous, c'est la radio...

(Q. de M. M. : Est-ce que vous imaginez vous déplacer dans les zones où ils se sont enfuis ?)

Pourquoi pas. S'il y a de la sécurité, je n'hésiterais à aucun moment.

(Q. de M. M. : En zone de sécurité française par exemple ?)

Pourquoi pas... On ne doit pas être muni d'un passeport. Là, je pense qu'on pourrait contacter ces gens et les convaincre de retourner chez eux. »